

*Questions orales***LA JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT**

Mme Georgette Sheridan (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, l'ONU a désigné le premier lundi d'octobre Journée mondiale de l'habitat.

Cette journée est le résultat des efforts du Centre des Nations Unies sur les établissements humains. En cette Année internationale de la famille, il est logique que le thème de la Journée mondiale de l'habitat soit: «Le foyer et la famille».

L'objectif de la Journée mondiale de l'habitat est d'accorder une attention particulière aux abris, car les conditions dans lesquelles nous vivons influent sur notre santé, notre productivité et notre sentiment de bien-être.

[Français]

Le foyer n'est pas simplement un espace physique, c'est aussi un symbole de chaleur, de sécurité et d'identité.

[Traduction]

Autrement dit, on se sent chez soi là où on se sent aimé. Le Canada est l'une des nations les mieux logées au monde grâce à des organismes comme la SCHL. Tout le monde n'a pas autant de chance. Il y a sur terre plus d'un milliard de mal-logés et plus de cent millions de sans-abri.

Au Canada, nous avons encore beaucoup de pain sur la planche pour que chaque homme, femme et enfant soit convenablement logé. Que la Journée mondiale de l'habitat soit pour nous l'occasion de renouveler notre engagement à cet égard.

* * *

LA POLITIQUE SOCIALE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, c'est cette semaine que le gouvernement doit déposer son document tant attendu sur la réforme de la politique sociale. Il ne fait aucun doute que la pauvreté augmente dans ce pays, et non l'inverse, et qu'il est grand temps d'aborder le problème de façon totalement différente.

Alors que la réforme de la sécurité sociale fait couler beaucoup d'encre, j'aimerais que l'on se demande qui va en faire les frais. Chaque année, des milliers de sociétés qui se voient accorder des crédits d'impôt s'élevant à plusieurs millions de dollars ne paient aucun impôt sur leurs revenus.

• (1415)

Contrairement aux prestataires de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale, les sociétés n'ont pas à se soumettre à un examen des ressources.

En 1992, l'impôt sur le revenu des sociétés ne représentait que 7 p. 100 des recettes fiscales alors que 48 p. 100 provenaient de l'impôt sur le revenu des particuliers.

La pauvreté augmente au Canada et pourtant le gouvernement fédéral a décidé une fois de plus d'épargner les sociétés et de faire porter le fardeau de la réforme de sa politique sociale à la classe moyenne.

Que recommande le vérificateur général? D'imposer les bénéfices provenant de placements à l'étranger, ce qui rapporterait 600 millions de dollars. D'imposer les fiducies familiales, ce qui donnerait 400 millions de dollars de plus.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Bernie Collins (Souris—Moose Mountain): Monsieur le Président, les changements climatiques constituent une menace réelle et grandissante pour l'économie canadienne. Ils menacent notre secteur forestier, notre industrie de la pêche et notre agriculture, des branches d'activité valant plus de 50 milliards de dollars. La hausse constante des émissions de gaz à effet de serre provoquera un nombre accru de graves phénomènes météorologiques, qui coûteront des milliards de dollars à tous les Canadiens.

Le gouvernement reconnaît la nature de cette menace et s'engage à mettre en oeuvre un plan d'action concernant les émissions de gaz à effet de serre d'ici 1995. De plus, le Canada s'est engagé à déposer son plan et à diffuser au grand public son rapport préliminaire sur les mesures à prendre. Les résultats des consultations menées cette semaine et la semaine prochaine ainsi que les observations recueillies seront incorporés dans ce rapport.

Une fois qu'un programme de stabilisation fiable aura été mis sur pied, le gouvernement collaborera avec les gouvernements provinciaux et les municipalités en vue de réduire les émissions. Les changements climatiques offrent aux Canadiens une occasion précieuse de proposer des solutions innovatrices et plausibles. Les enfants de nos enfants comptent sur nous. Ne les laissons pas tomber!

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, un porte-parole du bureau du premier ministre a déclaré jeudi dernier de façon plutôt désinvolte que, et je cite: «L'invitation faite au premier ministre du Québec à participer à la mission commerciale en Chine lui était adressée exclusivement.» Le gouvernement fédéral refusait ainsi que M. Parizeau soit remplacé par l'un de ses ministres. Et le même porte-parole du premier ministre faisait même savoir au Québec, avec une certaine hauteur, que ce n'est pas aussi simple que de commander une pizza.

Je demande à la vice-première ministre si son gouvernement acceptera de reconsidérer sa décision en permettant à M. Parizeau, qui manifestement a des obligations plus urgentes, de se faire remplacer par l'un de ses ministres?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, on croit bien que le premier ministre du Québec puisse accepter l'invitation, étant donné qu'il a été élu par le peuple québécois sous la promesse d'une croissance économique. On l'a invité à participer à ce